

THE KEY



Taxation — the customs union

No 8, September 1999

NSTI/NCTS: le nouveau système de transit informatisé Vers une douane «sans papier»

Le nouveau système de transit informatisé (NSTI), qui permettra à approximativement 3 000 bureaux de douane de gérer les opérations de transit en communiquant à l'aide d'un nouveau réseau informatique douanier, sera bientôt une réalité. À son développement prennent part les quinze pays de l'Union européenne, les pays de l'AELE (Islande, Norvège et Suisse) et les quatre pays de Visegrad signataires de la convention sur le transit commun (Hongrie, Pologne, République tchèque et Slovaquie). La communication entre les administrations douanières ainsi qu'entre elles et les opérateurs économiques s'effectuera de la manière la plus rapide et la plus sûre, et les procédures informatiques remplaceront les procédures documentaires; cela constitue la première étape vers une douane «sans papier».

Les problèmes et la solution

Le nouveau système, qui se base sur l'utilisation de systèmes informatiques avancés et l'échange électronique de données entre les systèmes informatiques des administrations douanières impliquées, vise notamment à augmenter l'efficacité et l'efficacité des procédures de transit, en réduisant au minimum les interventions manuelles. L'utilisation de moyens informatiques pour l'échange de données permet d'offrir un service de qualité, plus flexible, aux partenaires de la douane, supprimant ainsi les inconvénients du système traditionnel actuel.

Parmi les inconvénients du système actuel on peut citer:

- système peu fiable, qui n'est pas en mesure de prévenir la falsification des documents;
- lenteur dans la gestion et l'apurement du régime (nécessité d'attendre le retour de l'exemplaire 5 de renvoi);
- lenteur dans la libération de la garantie;
- coûts administratifs élevés des procédures basées sur les documents papier;
- nombre excessif de procédures de recherche lancées inutilement;
- exploitation insuffisante des informations disponibles.

LE TRANSIT EN BREF

Le transit est un régime douanier qui permet la circulation de marchandises tant à l'intérieur du territoire de l'Union européenne qu'avec les pays signataires de la convention relative à un régime de transit commun, en suspension des droits et taxes normalement applicables aux marchandises importées.

Un système, géré directement par les douanes, garantira non seulement une meilleure gestion du transit, mais aussi un meilleur suivi des mouvements. Les opérateurs économiques bénéficieront aussi de nombreuses retombées positives dues à la possibilité de communiquer par voie informatique avec les bureaux de douane.

Afin de garantir une application uniforme du nouveau système et la reconnaissance réciproque des messages échangés, la Commission européenne et les différentes administrations nationales faisant partie du projet ont élaboré des spécifications communes du système appelé «*Functional Transit System Specification*» (FTSS - Spécifications fonctionnelles du système de transit), qui explique, dans les détails, les processus, les fonctions du système ainsi que la structure des informations à échanger.

Le NSTI est censé devenir l'outil clé d'une gestion moderne et efficace des régimes de transit.

Les aspects opérationnels

Lorsque les bureaux de douane concernés par une opération de transit seront reliés au système NSTI, ils devront se conformer à la procédure décrite ci-dessous.

La déclaration de transit pourra être présentée au bureau de départ tant à l'aide du document administratif unique actuel (dans ce cas, les données seront saisies dans le système par la douane) que par des moyens informatiques, principalement depuis les locaux des opérateurs économiques ou au moyen de terminaux mis à leur disposition dans les bureaux de douane.

Les données seront contrôlées et validées automatiquement lors de leur saisie (par la douane) ou de leur enregistrement (transmission des données depuis les locaux

(suite de l'article en page 3)





Editorial

The reorganisation of the Commission has left DG XXI essentially intact and still under the Commissioner for the internal market. However, we have now been renamed and the old numbers that confused so many people have gone; we are to be called the Directorate-General for Taxation and Customs Union. Our new Commissioner is Mr Bolkestein and we intend to invite him to contribute his thoughts about his aims and hopes for his five years of office in the next edition.

Looking back to the time we have spent working under the guidance of Commissioner Monti, who will in future be



Commissioner Bolkestein

the Commissioner for competition, it seems only like yesterday that he addressed the assembled ranks of DG XXI to outline his ideas and aspirations and answered the questions we had. In the intervening years we have had three Director-Generals and have been fundamentally reorganised, emerging as a leaner and fitter organisation, better able to meet the challenges of the next century. Not everything we wished to achieve has occurred, we still do not have a definitive VAT system for example or harmonised rates of excise duty, but, by and large, the period has been successful in terms of strengthening the operation of the internal market.

However there is still much to do before the internal market is really a single market. The introduction of the euro will inevitably lead to an increasingly unified European economy with, as a consequence, increasing pressure for similar fiscal pressures in the Member States to avoid distortions of economic activity and purchasing patterns. On the customs side there is also a need to provide a common face to the outside world and a seamless service for our clients providing the same, or equivalent, facilities across the different administrative jurisdictions. All in all, there will be plenty for our customs and tax DG to do.

This edition appears in the early months of the Finnish Presidency, so we have taken the chance to invite them to set out for a wider audience what they will be tackling until the end of the year in the Council. We also have the second part of Richard Condon's article on the effects the Amsterdam Treaty will have on the work of our DG and two articles which illustrate clearly the wide range of activities covered by 'customs'. One is on the reorganisation of the transit system; the transit system is important in allowing the free flow of goods brought into the Community to inland destinations where they can be declared to customs. The other article, describing customs' role in the conservation of endangered species, illustrates the wide range of 'agency' or service work that customs carries out on behalf of other organisations.

In the last edition we told you of some changes to our organisation chart, there are now a few more to tell you about, which in their turn leave some vacant posts to be filled in time for the next edition! Change seems a never ending process. Most of the changes are in Directorate – Tax policy but there is one in Directorate A – General Matters. The details are given in the section 'AOB' at the end of the magazine.

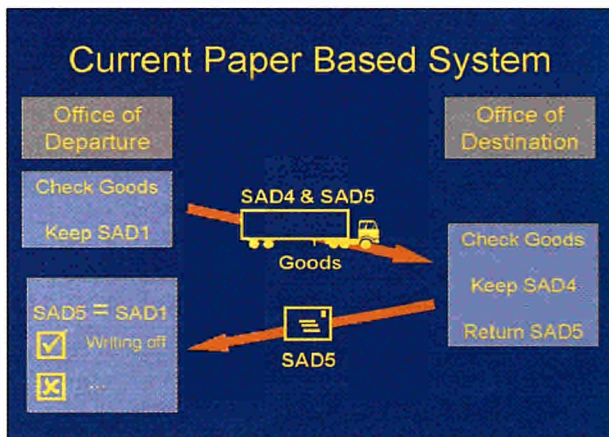
Contents	
NSTI/NCTS : le nouveau système de transit informatisé	p. 1
Editorial	p. 2
The treaty of Amsterdam – what does it mean for customs and taxation	p. 4
The Finnish view: fiscal and customs questions during our presidency	p. 6
Customs and conservation	p. 7
In the Courts	p. 9
In the Parliament	p. 11
In the Council	p. 12
Seminars, conferences and colloquia	p. 14
In the world	p. 15
The Official Journal – L series	p. 15
AOB	p. 15
Publications	p. 16

Acting Editor:
Tony Griffiths
European Commission
Rue de la Loi 200
B- 1049 Brussels
Tel. (32-2) 29-55729
Fax (32-2) 29-61931
E-mail: herbert.griffiths@dg21.cec.be

The opinions expressed in this magazine are those of the authors and do not necessarily represent those of the Commission itself.



(suite de la page 1)



de l'opérateur économique) dans le système douanier. Si elles devaient s'avérer non plausibles ou fausses, le système douanier le relèvera et en informera tant le fonctionnaire en douane (par le biais de l'écran de saisie) que l'opérateur économique (à l'aide d'un message de non-acceptation de la déclaration) de façon qu'elles soient rectifiées.

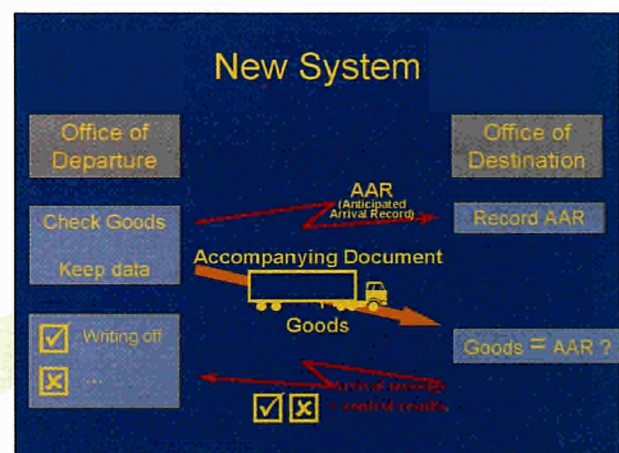
Après avoir procédé aux éventuelles corrections, la déclaration sera acceptée et le système douanier lui attribuera un numéro d'enregistrement, le «numéro de référence du mouvement» (NRM) qui, par sa structure clairement définie, permettra d'identifier de façon univoque l'opération de transit (selon pays de départ et année) et constituera la clé d'accès à toutes les informations (relatives à un envoi déterminé) enregistrées dans le système.

Une fois les éventuels contrôles effectués, y compris ceux relatifs à la garantie fournie, on notifiera la mainlevée de l'envoi à l'opérateur économique. À ce moment, le système douanier lancera l'impression du document d'accompagnement auprès du bureau de départ ou, par un message ad hoc, auprès de l'opérateur économique. Le document d'accompagnement suivra la marchandise et devra être présenté aux éventuels bureaux de passage ainsi qu'au bureau de destination.

En même temps, le bureau de départ enverra au bureau de destination déclaré, le message «Avis anticipé d'arrivée» (AAR, Anticipated arrival record), qui contient toutes les informations nécessaires pour le contrôle de l'envoi à destination.

Lorsque des bureaux de passage sont également prévus, le message «Avis anticipé de transit» (ATR, Anticipated transit record) leur est aussi envoyé, pour qu'ils soient en mesure de valider le passage de l'envoi. Dans ce cas, le message «Notification de passage de frontière» (NCF, Notification crossing frontier) sera renvoyé au bureau de départ par chacun des bureaux de passage empruntés.

À l'arrivée de l'envoi au bureau de destination, celui-ci aura déjà reçu l'AAR. En cas de procédure simplifiée, la marchandise sera présentée dans les locaux de l'opérateur économique, qui en notifiera l'arrivée au bureau de destination pour que celui-ci lui envoie les informations contenues dans l'AAR. En effet, les données contenues dans ce message constituent la base pour toute activité de contrôle qui aura lieu à destination.



Le message «Avis d'arrivée» sera immédiatement envoyé par le bureau de destination au bureau de départ, lui permettant ainsi d'enregistrer l'arrivée, ce qui empêchera que des opérations de transit fictives puissent avoir lieu sous le couvert du même NRM. Faisant suite aux mesures de contrôle appliquées par le bureau de destination, le message «Résultat du contrôle», qui clôturera l'opération de transit et libérera le cautionnement, sera aussi envoyé au bureau de départ.

Le système prévoit aussi la possibilité d'emprunter des bureaux de douane (de passage et/ou de destination) différents de ceux initialement déclarés. Si les bureaux de douane auprès desquels l'envoi est réellement présenté ne disposent pas des informations nécessaires, ils auront la possibilité de les solliciter auprès du bureau de départ.

Zusammenfassung

Das gegenwärtige papiergestützte Versandverfahren ist nicht länger in der Lage, mit der großen Zahl von Versandverfahren fertig zu werden, und es ist zu langsam und zu teuer. Dieser Artikel beschreibt die Durchführung eines Versandverfahrens mit Hilfe des neuen informatisierten Systems (NCTS). Dieses EDV-gestützte Verfahren wird Zollämter aus 22 europäischen Ländern miteinander verbinden; im Jahr 2000 werden fünf Länder eine Teilversion des Systems testen. Das endgültige System wird im Jahr 2003 voll funktionsfähig sein.

Summary

The current paper-based transit control system is no longer adequate to deal with the number of transit movements and is far too slow and expensive to operate. This article describes the operation of a transit movement using the new computerised transit system (NCTS) that will replace it. This computer-based system will link the customs of 22 European countries; initially, in 2000, 5 countries will introduce and test a limited version and it will be fully operational by the end of 2003.



Le calendrier

La mise en œuvre du nouveau système sera effectuée graduellement, suivant un calendrier prédéterminé et avec une progressive incorporation de pays et de fonctions.

À la mise en œuvre initiale (fin 1999 - fin 2000) participeront un nombre limité de pays (Allemagne, Espagne, Italie, Pays-Bas et Suisse) et de bureaux. Les fonctionnalités du système seront limitées à celles essentielles à la gestion d'une opération de transit entre bureaux de départ et de destination (y compris procédures simplifiées).

Au cours d'une période intermédiaire (fin 2000 - mi-2002) les autres pays (avec un certain nombre de leurs bureaux) se connecteront au système et de nouvelles fonctionnalités (notamment gestion des bureaux de transit et des diversions) seront ajoutées.

Dans le courant de la dernière période (mi-2002 - fin 2003) les fonctionnalités du système seront finalement appliquées dans leur intégralité par tous les bureaux de douane de tous les pays adhérents à la convention relative à un régime de transit commun.

Pilar Clua Crivilles DG XXI/B.3

The treaty of Amsterdam – what does it mean for customs and taxation?

This is the second of two articles which look briefly at some of the effects the Amsterdam treaty will have on the work of our DG. This one concerns access to information, 'transparency' and the simplification and quality of the drafting of law, while the previous one looked at co-decision.

'The Treaty marks a new stage in the process of creating an ever closer union among the peoples of Europe, in which decisions are taken as openly as possible and as closely as possible to the citizen'.

Access to information

Article 255 of the Amsterdam Treaty gives the public a formal right of access to the institutions' documents, covering the Parliament, Council and Commission (see box).

Henceforth, therefore, access to documents is an established right, requiring a substantially harmonised approach by the three institutions. The Amsterdam Treaty also stipulates in new Article 207, that the Council, in its legislative capacity, must grant access to documents relating to its decision-making activities. As a minimum requirement, the results of votes and any explanations of votes, as well as statements in minutes, are to be made public.

Article 255

1. Any citizen of the Union, and any natural or legal person residing or having their registered office in a Member State, shall have a right of access to European Parliament, Council and Commission documents, subject to the principles and the conditions to be defined in accordance with paragraphs 2 and 3.

2. General principles and limits on grounds of public or private interest governing this right of access to documents shall be determined by the Council, acting in accordance with the procedure referred to in Article 189b within two years of the entry into force of the Treaty of Amsterdam.

3. Each institution referred to above shall elaborate in its own rules of procedure specific provisions regarding access to its documents.

The new Treaty does not limit access to documents originating in the relevant institution. It is not clear at this stage whether the institutions will release documents in their possession originating from third parties. The interpretation of this provision may involve a political choice. Declaration No 35 annexed to the Amsterdam Treaty allows a Member State to request the Commission or the Council not to communicate to third parties a document originating from that State without its prior agreement.

The Commission's initial reflections favour an open interpretation of the wording of the new Article 255, granting access also to third parties' documents held by the institutions, while recognising the operational difficulties that this would raise. One can see potential difficulties in this area, since it will be theoretically possible for one institution to make public a document emanating from another institution which considers this information confidential.

The grounds for refusal of access will not change, although it is envisaged that clearer definitions will be laid down. An interesting innovation is the so-called embargo, which is designed to delay access to information until the decision-making process has been completed, thus protecting the confidentiality of internal deliberations from premature disclosure.

The future rules of procedure will lay down provisions explaining what is meant by an internal document. The emerging view is that disclosure of the following documents should not raise any problem:

- Organisation and management of the services (organisation charts);
- Preparatory documents (interim reports, draft proposals)
- Explanatory documents (statistics, studies).

However, access will be refused to working documents implying personal evaluation of data, results or facts, discussion papers, minutes of meetings, briefing notes,



Article 286

1. From 1 January 1999, Community acts on the protection of individuals with regard to the processing of personal data and the free movement of such data shall apply to the institutions and bodies set up by, or on the basis of, this Treaty.

2. Before the date referred to in paragraph 1, the Council, acting in accordance with the procedure referred to in Article 189b, shall establish an independent supervisory body responsible for monitoring the application of such Community acts to Community institutions and bodies and shall adopt any other relevant provisions as appropriate.

defensive points, opinions from other services, i.e. all documents that represent a contribution to an internal deliberation.

The intended regulation will, moreover, be without prejudice to other regulations concerning the confidentiality of specific documents, for example anti-fraud investigations or customs enquiries, or categories of documents, for example documents issued by committees, where jurisprudence has found that the Commission is not the owner of the documents.

Résumé

Le traité fournit au public le droit formel d'accéder aux documents. De nouvelles règles d'application concernant l'accès sont établies. Certains nouveaux éléments sont ajoutés au système existant, comme l'interdiction d'empêcher toute divulgation prématurée de discussions internes. L'accès à l'évaluation personnelle, par le personnel de la Commission, des données et des faits sera refusé.

La transparence signifie que davantage d'efforts doivent être réalisés pour rendre la loi claire et facilement compréhensible.

Le traité impose également les lois communautaires relatives à la protection des données aux institutions communautaires elles-mêmes et instaure un organisme de surveillance indépendant (EDPC) chargé de contrôler l'application de cette législation.

Simplification and quality of drafting

Transparency also requires clearly understandable law. This implies consolidated versions of amended texts and also better drafting of Community legislation.

Declaration No 39 on subsidiarity and proportionality, annexed to the Amsterdam Treaty, calls on the institutions to lay down guidelines on the quality of drafting applicable to the various stages of the decision-making process. The Commission has shown great determination to put these principles into effect, even before the entry into

force of the Treaty. The Commission report to the Council in 1998, *Better law-making: a shared responsibility* (COM (1998) 715 final) summarizes all the initiatives and provides guidelines and priorities to this effect.

Processing and protection of personal data

The new Article 286 of the EC Treaty (see box) refers mainly to European Parliament and Council Directive 95/46/EC which has been, so far, the main Community measure on the protection of individuals with regard to personal data.

In September 1998 the internal market DG launched a draft proposal for a regulation implementing Article 286 of the directive, with provisions on the lawfulness of the processing of personal data, with special attention to sen-

Zusammenfassung

Der Vertrag gibt der Öffentlichkeit ein formales Recht auf Zugang zu Dokumenten. Neue Anwendungsregeln für den Zugang werden ausgearbeitet. Einige neue Elemente werden zum bestehenden System hinzugefügt, wie zum Beispiel das Verbot der Verhinderung einer verfrühten Offenlegung interner Beratungen. Der Zugang zu persönlichen, durch Personal der Kommission durchgeführten Bewertungen von Daten und Tatsachen wird jedoch verweigert werden.

Transparenz bedeutet, daß mehr Anstrengungen unternommen werden müssen, um eindeutige, leicht verständliche Gesetze zu schaffen.

Der Vertrag wendet außerdem Datenschutzgesetze der Gemeinschaft auf die Gemeinschaftsinstitutionen an und setzt ein unabhängiges Kontrollgremium (EDPC) zur Überwachung der Anwendung dieser Rechtsvorschriften ein.

sitive data, circulation of data, confidentiality and security. The most significant proposals concern the establishment of two new roles. First, there will be an independent supervisory position, to be known as the European Data Protection Commissioner (EDPC), responsible for the application of data protection rules and principles within the Community institutions and bodies, enjoying powers of monitoring, supervision, consultation and redress. The EDPC, whose status is modelled on the European Ombudsman, will produce an annual report on his/her activities.

The Commission also proposes the appointment of a Data Protection Officer for each DG, to ensure that the rights and freedoms of data subjects are not adversely affected.

It is difficult to assess what the impact of the new data-protection rules will be on the work of our DG. A certain number of files in the areas of taxation and customs clearly contain personal data. Like the treaty changes concerning changes in procedure and openness, we shall simply have to 'wait and see'.

Richard Condon, Head of Unit DG XXI/A.1



The Finnish view: fiscal and customs questions during our presidency

The period of the Finnish Presidency looks to be very interesting especially as far as fiscal questions are concerned. This is basically because the 'tax package' must be ready for the Helsinki Summit at the end of 1999.

- This package consists of the Code of Conduct for business taxation, a proposal for a directive on the taxation of savings, a proposal for a directive on interest payments and royalties. The purpose of the Code of Conduct is to identify which tax measures can be considered to lead to harmful tax competition



The Council of State Castle – Helsinki

between the Member States. According to the proposal for a directive on taxation of savings, a Member State could either collect interest on savings to be paid to another or alternatively, it could give information about interest paid from its territory. The proposal for a directive on interests and royalties provides for exemption from tax of interest and royalties payable between associated companies in the country of source. The proposal for a directive on energy taxation concerns a highly complex issue; it is proposed that the minimum tax on mineral oils be increased and certain new energy products included in the tax coverage.

- The proposal to amend the directive on mutual assistance for the recovery of outstanding customs and indirect tax debts is also to be dealt with during the Finnish Presidency. The themes to be covered include extending the directive to direct taxes as well as making collection procedures more effective in respect of all the taxes and charges falling within the scope of the directive.
- During its presidency, Finland will continue dealing with the VAT questions pending in the Council working group. These questions include the proposed directive allowing for reductions in the tax rate for labour-intensive service sectors in certain circumstances, which will be taken up for discussion within the Council during the presidency; repayments of tax under the 8th VAT directive; and also changes to the right of

Zusammenfassung

Der finnische Vorsitz legt die Steuer- und Zollvorschläge dar, mit denen sich der Rat bis Ende des Jahres befassen wird. Diese umfassen das „Steuerpaket“ – Beseitigung von schädlichem Steuerwettbewerb, Steuern auf Ersparnisse, Zins-/Lizenzgebührzahlungen und Energiebesteuerung –, die Abänderung der Richtlinie über gegenseitige Unterstützung bei der Erhebung von Steuerschulden, verschiedene MwSt.-Vorschläge, Zoll 2002, Abänderung des Zollkodex. Es soll auch versucht werden, die Zusammenarbeit mit Rußland auf dem Gebiet des Zollwesens zu verbessern.

deduction. Here the aim is to sound out possibilities for further discussion. We also propose to start dealing with the proposal concerning the person responsible for payment of VAT.

- One central theme in the customs area is the adoption of the 'Customs 2002' programme for the smooth running of the internal market. This programme will take over the Matthaeus training programme as well as projects for computerisation of the customs sector. Also the comprehensive package for amending the customs code is to be finished, at least for the Council's part, during the Finnish Presidency. Another important topic is the introduction of the common EU customs data system. The main question to be settled is whether the Commission finances the project or whether it will be the Member States' responsibility. In addition, the agreements on the data system will have to be ratified.
- Another central objective during the presidency will be an attempt to improve customs cooperation between the EU and Russia. The strategy towards Russia adopted at the Cologne Summit will lay down a sound basis for dealing with this question.

The Finnish Presidency has a website that gives news about Europe and dates of upcoming meetings and their agendas. The site is in English, German, French and Finnish (<http://www.presidency.finland.fi>).

Résumé

La présidence finlandaise expose les propositions fiscales et douanières qu'elle supervisera au sein du Conseil. Celles-ci comprennent l'«ensemble des mesures fiscales» (élimination de la concurrence fiscale dommageable, des impôts sur l'épargne, des paiements d'intérêts et/ou de redevances et de l'imposition liée à l'énergie), la modification de la directive relative à l'assistance mutuelle en matière de recouvrement de dettes fiscales, différentes propositions liées à la TVA, «Douane 2002», et la modification du code des douanes. Un effort sera également réalisé afin d'améliorer la coopération douanière avec la Russie.



Customs and conservation

The Convention on International Trade in Endangered Species of Wild Flora and Fauna (CITES) has 144 signatory countries around the world. All the Member States, except Ireland, are parties to this convention. Now Council Regulation (EC) No 338/97 commits all 15 Member States to the application of the rules prescribed by the convention. It even goes further, by restricting the importation of some endangered species even more.

As the European Union is one of the largest consumers of wildlife natural resources on earth, it is our duty, both from a moral and an economic standpoint, to enforce CITES in order to protect the world's resources. Controls on the legal trade in these resources and the struggle to eliminate the illegal side – smuggling which in monetary terms probably only comes second to the smuggling of narcotics – rely principally on the customs authorities.

The role of customs authorities in CITES

During the last two conferences of parties to CITES, the 9th in 1994 at Fort Lauderdale (USA) and the 10th in 1997 at Harare (Zimbabwe), the enforcement issues of the convention raised concern. A proposal to set up a subcommittee on enforcement issues, which includes the effectiveness of customs controls at the borders and the training of officials, was rejected by some of the parties because of budgetary problems. Maybe at the 11th conference, to be held in Nairobi next year, there will be a chance to place the enforcement activities on the same level as management and scientific advice.

In addition to the United Nations CITES Secretariat, three different kinds of government bodies/agencies are involved:

- management authorities, who issue the permits to export and who check on the permits which have been used, which are normally Ministries of the Environment, Trade or Agriculture;
- advisory scientific authorities, in the administrations, universities or independent bodies; and
- the control authorities (basically, customs authorities and the police).

The export or import of protected species can only take place if there is a CITES permit or certificate issued by a management authority. This has to be produced to customs both at export and import (see box). More importantly perhaps, this means that customs also has to be able to spot all illicit movements and stop them.

The role of the World Customs Organisation

To help aid and improve the already considerable efforts being made national customs authorities in July 1996 the World Customs Organisation (WCO), agreed a memorandum of understanding with the UN-CITES Secretariat. This sets out what each party expects from the other and how they should and can work together to improve compliance with CITES.

As a result of this, the WCO has run three working-group sessions exclusively dedicated to CITES during the last three years.

The first WCO-CITES working group produced a recommendation which:

- committed the WCO members to communicate infor-



What is CITES?

The Convention on International Trade in Endangered Species of Wild Flora and Fauna was signed in Washington as long ago as 3 March 1975. But the effort to protect our natural heritage, which is an important resource for our planet, is ongoing and is as important now as it was then – perhaps even more so.

The need for ensuring that even more of the different animal and plant species do not vanish for ever is becoming increasingly obvious. Despite this the illicit international trade in plants and animals has expanded rapidly in recent years and can seriously hinder conservation efforts. CITES is designed to counter this trade.

CITES has three categories of endangered species. For those listed in Annex I to the convention, all trade is prohibited. Examples of the species covered are gorillas, chimpanzees, cheetahs, elephants, some cacti and some orchids.

Annex II lists the species where trade is restricted to levels that do not endanger them. This annex covers among others, monkeys, bears, otters, cats, tarantulas and some cacti and orchids as well as snowdrops.

Certain exporting countries can request trade restrictions for the species listed in Annex III. For example, Canada can restrict exports of walrus and Costa Rica can restrict exports of mahogany.

For full information on CITES contact the CITES Secretariat at:

15 chemin des Anémones
Case Postale 456
CH-1219 Châtelaine- Geneve



mation, with a view to improving the quality and the quantity of the data to be included in the central information system of the WCO Secretariat;

- called for close cooperation at national level between the customs administration and the management authorities;
- foresaw interaction of the customs or harmonised system (HS) and CITES nomenclatures in two ways so as to achieve better targeting of CITES items with a view to facilitating control and avoiding their unnecessary proliferation:
 - the amendment of certain headings in the HS to align them with the CITES nomenclature; and improving the HS explanatory notes, and
 - the preparation of a familiarisation brochure explaining the relation between the nomenclatures, drawing attention to those HS headings that may include CITES items;
- called for the exchange of instructional material and for a directory setting out the names and addresses of the authorities concerned;
- requested:
 - the selection and implementation of well-defined coordinated activities for concerted controls,
 - that customs officers with control functions be included in each State's delegation to conferences of the CITES parties,



Résumé

Les douanes jouent un rôle important dans le bon fonctionnement de la convention sur le commerce international des espèces en danger. L'Organisation mondiale des douanes (OMD) joue un rôle clé dans la coordination des efforts douaniers dans le monde, dans ce domaine activement soutenu par la Communauté. La Communauté, dans le cadre des programmes Matthaëus et «Douane 2000», œuvre à la formation des fonctionnaires, à une sensibilisation accrue, à la collecte ou au partage de renseignements et des informations, ainsi qu'à l'échange des expériences et des meilleures pratiques.



Zusammenfassung

Der Zoll spielt eine wichtige Rolle bei der Umsetzung der Konvention über den internationalen Handel mit gefährdeten Arten. Die Weltzollorganisation spielt eine führende Rolle bei der Koordinierung weltweiter Zollbemühungen auf diesem Gebiet und wird aktiv durch die Gemeinschaft unterstützt. Im Rahmen der Programme Matthäus und Zoll 2000 will die Gemeinschaft Beamte ausbilden, für die Sache sensibilisieren, Informationen sammeln sowie Erfahrungen und Methoden austauschen.

- that joint WCO-CITES seminars be organised once or twice a year. The second WCO-CITES working group, 3–4 November 1997, laid down guidelines for cooperation between customs administrations and CITES management authorities to jointly devise practical measures to improve cooperation and consultation. It sets out measures, that could be applied on a voluntary basis, related to exchange of information on application provisions and documentation,
- mutual assistance and cooperation to solve problems linked to the seizure and confiscation of CITES specimens, including the security and confidentiality of the information exchanged,
- as well as training and increasing staff awareness of the offences involved.

During the third WCO-CITES working group, 14–15 January 1999, recommendations regarding the lines of approach and working methods to be used, training material and information exchange were discussed and adopted.

Further WCO actions

WCO has produced a colourful brochure 'The Customs – Wild Fauna and Flora' summarising the main topics of the CITES convention, the characteristics of the trade and the fraud involved and the role of customs authorities in this convention. It has also drafted a CITES teaching pack. The customs of Belgium, France and the United Kingdom supplied the support in the preparation of this course, which consists of didactic material combined with practical exercises. The WCO also organises regional seminars devoted to the training of customs officers on CITES controls.

Community actions

Under the Matthaëus programme – organised in collaboration with the DG for the environment – representatives from the customs authorities of Member States, as well as from the associated countries, have met together in three CITES seminars. The outcome is that the following are considered the priority areas for action:

- training officials,
- increasing public awareness,
- more efficient and effective border controls,

- gathering and sharing of intelligence,
- and effective prosecution of offenders.

To back up the training activities and the implementation of control measures required by the convention and Community legislation, national customs administrations of Member States are developing modern devices that allow a faster and more accurate gathering of information both for training and 'on the spot' controls. The German 'Arche' project and British 'Green parrot' and 'Nemesis' projects are good examples. Other Member States have prepared booklets and guides.

The Matthaeus programme has also supported exchanges of national customs officers to see how things are done in the other Member States and to see if there are good ideas that can be adopted.

It is the Community 'Customs 2002' programme that provides the budgetary resources for developing cross-border activities on any aspect of the tasks performed by the customs authorities of the European Union, including training and formation. Its "external actions" budget's line

gives room to extend such activities with the customs authorities of non-Community countries, especially with those which have a customs cooperation and mutual assistance agreement with us. For example, in the case of Turkey, the Customs Union encourages activities on customs collaboration and cooperation, which enabled a seminar to be held in Istanbul in May this year (see 'Our DG in the world', on page 15).

Last, but not least, we must not forget the important role that non-governmental organisations (NGO's) play on environmental issues. The World Wildlife Fund (WWF) is probably the best known. Its branch Traffic International devotes its activity to international trade in natural wild life resources. In the European Community, WWF-Traffic Europe has developed, under the auspices of the Commission, a programme informing the public and raising the awareness. Brochures, video/films and posters on the trade in endangered species were distributed at the main international airports of the Community in a 1998 campaign, in collaboration with the airports and airline companies and the Member States authorities.

Manuel Catalan DG XXI/B.2



In the Courts

Arrêt du 9 février 1999 dans l'affaire C-343/96 (Dilexport SRL et Amministrazione delle finanze dello Stato)

Répétition de l'indu

En ce qui concerne le remboursement de droits de douane ou d'impositions déclarées contraires au droit communautaire, ledit droit communautaire ne s'oppose pas:

- à ce que ce remboursement soit soumis à des conditions de délai et de procédure moins favorables que celles applicables à l'action en répétition de l'indu entre particuliers, dès lors que ces conditions s'appliquent à des impôts nationaux de la même nature et qu'elles ne rendent pas impossible ou excessivement difficile l'exercice du droit au remboursement,
- ni à ce qu'un État membre adopte, après que soit intervenue la condamnation pour non-conformité, des dispositions nationales rendant les conditions de remboursement moins favorables que celles qui seraient applicables en leur absence, dès lors que les

impositions incriminées ne sont pas spécifiquement visées et que les conditions fixées ne rendent pas impossible, voire excessivement difficile l'exercice du droit au remboursement,

- ni à ce que la demande de remboursement soit soumise, sous peine d'irrecevabilité, à une condition, non rétroactive, de communication au service des impôts qui a reçu la déclaration de revenu de l'intéressé, mais s'oppose
- à ce qu'un État soumette ce remboursement à des conditions de preuve consistant à rejeter sur le contribuable la charge d'établir que les taxes n'ont pas été répercutées ou à limiter la forme des preuves, par exemple, à la preuve écrite.

Arrêt du 9 février 1999 dans l'affaire C-280/97 (ROSE Elektrotechnik GmbH & Co. KG et Oberfinanzdirektion Köln)

Modalités d'interprétation de la nomenclature combinée, notamment en ce qui concerne la position 8536

Le critère décisif pour la classification tarifaire d'un bien doit être recherché, de manière générale, dans ses caractéristiques et propriétés objectives. Notamment, un produit incomplet ou non fini doit être assimilé à un produit complet ou fini dès lors qu'il en présente ses caractéristiques essentielles. En conséquence, un produit se présentant extérieurement sous la forme d'une boîte de jonction, destiné à recevoir des bornes électriques et ne semblant pas pouvoir être utilisé à d'autres fins doit être classé sous la sous-position tarifaire 8536 90 85 en tant que boîte de jonction incomplète.

Arrêt du 25 février 1999 dans l'affaire C-349/96 [Card Protection Plan Ltd (CPP) et Commissioners of Customs and Excise]

Application des articles 2 et 13B, point a), de la sixième directive TVA du Conseil du 17 mai 1977

L'article 13 B, point a), de la sixième directive TVA doit être interprété en ce sens:

- qu'un assujetti n'ayant pas la qua-



lité d'assureur, mais qui, dans le cadre d'une assurance collective dont il est le preneur, procure à ses clients, qui sont les assurés, une couverture d'assurance en ayant recours à un assureur qui prend en charge le risque effective une opération d'assurance au sens de cette disposition;

- qu'un État membre ne peut restreindre la partie de l'exonération aux seules prestations effectuées par les assureurs autorisés par le droit national à exercer l'activité d'assureur.

Il appartient au juge de renvoi de déterminer si des opérations déterminées doivent être considérées au regard de la TVA comme des prestations indépendantes, dont chacune constitue pour le client une fin en soi ou, s'il s'agit d'une prestation unique, à laquelle se rattachent des prestations accessoires qui ajoutent de meilleures conditions au service principal. À cet égard, si un prix unique est certes un indice, il n'est pas déterminant.

Arrêt du 25 février 1999 dans l'affaire C-86/97 (Reiner Woltmann, agissant sous le nom commercial «Trans-Ex-Import» et Hauptzollamt Potsdam)

Interprétation de l'article 905, paragraphe 1, du règlement (CEE) n° 2454/93 de la Commission du 2 juillet 1993 fixant certaines dispositions d'application du code des douanes communautaire

Des éléments «susceptibles de constituer une situation particulière qui résulte de circonstances n'impliquant ni manœuvre ni négligence manifeste de la part de l'intéressé» au sens de l'article 905 existent (nécessitant l'examen du dossier par la Commission) lorsque, à la lumière de la finalité d'équité que sous-tend l'article 239 du code, des éléments qui sont susceptibles de mettre le demandeur dans une situation exceptionnelle par rapport aux autres opérateurs exerçant la même activité sont constatés et que les conditions pour une remise de droits ne sont pas réunies.

Arrêt du 22 avril 1999 dans l'affaire C-109/98 (CRT France International SA et Directeur régional des impôts de Bourgogne)

Interprétation des articles 9 et 12 du traité

Constitue une taxe d'effet équivalent et est comme telle prohibée par les articles 9 et 12 du traité CE, une taxe mise à charge des fabricants, des importateurs et des personnes effectuant des livraisons, en France, de postes fonctionnant sur les canaux banalisés importés d'États membres (et par les articles 9, 12 et 113 en ce qui concerne les postes importés de pays tiers).

Arrêt du 27 avril 1999 dans l'affaire C-48/97 [Kuwait Petroleum (GB) Ltd et Commissioners of Customs and Excise]

Interprétation des articles 5 et 11 de la sixième directive TVA du 17 mai 1977

L'article 11 A, paragraphe 3, point b), de la sixième directive doit être interprété en ce sens que les termes «rabais» et «ristournes» ne couvrent pas une remise de prix portant sur la totalité du coût d'une livraison.

L'article 5, paragraphe 6, de la sixième directive doit être interprété en ce sens que le prélèvement, par une société pétrolière, de biens qui sont transmis à un acheteur d'essence en échange de bons obtenus en fonction de la quantité achetée, en payant le prix plein au détail, doit, lorsque ces biens ne sont pas de faible valeur, être assimilé à une livraison effectuée à titre onéreux.

Arrêt du 28 avril 1999 dans l'affaire C-405/97 (Mövenpick Deutschland GmbH für das Gastgewerbe et Hauptzollamt Bremen)

Interprétation de la position tarifaire 0802 de la nomenclature combinée

Des morceaux de noix communes séchés, importés d'un pays tiers, qui, dans la Communauté, sont entrepo-

sés à une température de - 24 °C (température ayant amélioré leur conservation, mais n'ayant pas, en l'espèce, entraîné leur congélation) et qui, après réchauffement, sont dédouanés pour être mis en libre pratique doivent être classés en tant que marchandise fraîche sous la position tarifaire 0802.

Arrêt du 29 avril 1999 dans l'affaire C-136/97 (Norbury Developments Ltd et Commissioners of Customs and Excise)

Interprétation de l'article 28 et du point 16 de l'annexe F de la sixième directive TVA du 17 mai 1977

Un État membre est en droit d'exonérer la livraison d'un terrain à bâtir en vertu de l'article 28, paragraphe 3, point b), lu en combinaison avec l'annexe F, point 16, de la sixième directive TVA nonobstant le fait que cet État a, d'une part, depuis l'adoption de cette directive, renoncé à l'exonération de la TVA au titre de telles livraisons (sans cependant abolir du même coup toutes les autres exonérations) et, d'autre part, réduit la partie matérielle de l'exonération applicable à ces dernières.

Arrêt du 29 avril 1999 dans l'affaire C-311/97 [Royal Bank of Scotland plc et Elliniko Dimosio (État hellénique)]

Interprétation de l'article 52 du traité CE

L'article 52 du traité CE s'oppose à ce que la législation d'un État membre exclue, pour les sociétés ayant leur siège dans un autre État membre et exerçant leur activité dans ledit État membre par l'intermédiaire d'un établissement stable, la possibilité, reconnue aux seules sociétés ayant leur siège dans ledit État membre, de bénéficier d'un taux d'impôt sur les bénéfices inférieur, dès lors qu'il n'existe aucune différence de situation objective entre ces deux catégories de sociétés susceptible de justifier une telle différence de traitement.





DG XXI in the Parliament

Parliamentary questions

**Written question E-3738/98 by
A. Amadeo (NI/I) to the Commission**

Abolition of duty-free sales

Question:

(...). In view of the fact that the duty-free sector employs 140 000 people, and that the profits made on such sales enable all of Europe's biggest airports to absorb a range of costs and finance works and investment, and in view of the by now spasmodic quest for job creation: can the Commission indicate the logic behind the decision to abolish a sector which makes such a positive contribution to Community employment? Does it intend to call a halt, as a matter of urgency, to the procedures for abolishing the sector and initiate a study to examine the results of such abolition and its impact on industrial production and employment?

Answer given by Commissioner Monti on behalf of the Commission (4 March 1999):

The rationale behind the ending of intra-EU duty-free sales is that of a single market. With the elimination of import and export formalities, the possibility has been created for all citizens to purchase goods, tax included, in the Member State of their choice. The changes to the tax system implicitly put an end to duty-free sales to travellers within the European Union. With the sole purpose of alleviating any economic and social problems that might arise from such legislative changes, the Ecofin Council in 1991 unanimously decided to introduce a specific measure, limited in time, allowing for the phasing out of that activity. Regarding the employment aspect, the Commission adopted on 17 February 1999 a communication to the Parliament and the Council concerning the employment aspects of the abolition of tax and duty-free sales for intra-Community travellers (COM(1999) 65). This communication is the follow-up to the request

by the Vienna European Council in December 1998 to examine by March 1999 the problems that could arise with regard to employment following the abolition of intra-Community duty-free sales.

Written question E-4099/98 by Mr. J. McCARTIN (EPP/IRL) to the Commission

Duty-free trade

Question:

Can the Commission indicate the percentage of profit made in duty-free shops which is accounted for by the sale of tobacco and alcohol?

Answer given by Commissioner Monti on behalf of the Commission (10 March 1999):

No information is available on the profits made from sales of alcohol and tobacco products by duty-free shops. However, according to industry figures, these products accounted for sales of € 2 billion in 1996. This represents 49 % of the total turnover generated by intra-EU duty-free sales. Given the high level of excise duties, it can be assumed that these products are a major source of profit for the duty-free sector. More information is included in the communication to the Council and to the Parliament concerning the employment aspects of the decision to abolish tax and duty-free sales for intra-community travellers (COM(1999) 65), adopted by the Commission on 17 February 1999.

Oral question H/1190/98 by Mr. R. CORBETT (PSE/UK) to the Commission

Use of hired cars from third countries

Question Time (January 1999 session)

In view of the answer given by Mr. M. Monti to my question E-2758/98, does it mean that any EU citizen flying to Geneva Airport and hiring a car to travel to the nearby French Alps for a holiday risks fine and prosecution? If so, does the Com-

mission agree that the law needs to be changed?

Answer given by Commissioner Monti on behalf of the Commission:

La Commission confirme sa réponse à la question écrite n° 2758/98 selon laquelle l'utilisation par un résident de l'Union européenne, dans le territoire d'un Etat membre, d'un véhicule de location immatriculé dans un pays tiers (comme la Suisse), en dehors des cas d'admission temporaire autorisés par l'article 719 du Règlement CEE 2454/93, peut avoir pour conséquence une poursuite judiciaire, y inclus l'imposition d'une amende. La Commission partage l'avis de l'Honorable parlementaire selon lequel la législation communautaire devrait être modifiée, afin de permettre, dans certaines limites, à un résident de l'Union européenne d'utiliser une voiture de location louée dans un pays tiers limitrophe. Pour cette raison, des discussions ont eu lieu avec les Etats membres au sein du Comité du Code des douanes à Bruxelles, le 1er décembre 1998, concernant une proposition visant à modifier dans ce sens la législation en vigueur. A défaut de consensus sur la proposition en question, les discussions ont été reportées à une prochaine réunion du Comité. La Commission va s'employer à trouver une solution à cette question le plus tôt possible au cours du premier semestre de l'année prochaine.

[Article 719 of Commission Regulation (EEC) No 2454/93 was amended by Commission Regulation (EC) No 1662/1999 of 28 July 1999. The amendments singled out 'the needs of tourism in geographic regions of the Community depending on third-country transport infrastructures'.]

Question écrite E-4098/98 posée par M. J. McCARTIN (PPE/IRL) à la Commission

Abattements fiscaux nationaux

Question:

Étant donné que les disparités éco-



nomiques régionales à l'intérieur de la plupart des États membres atteignent un taux de 2 pour 1, la Commission peut-elle confirmer que les abattements fiscaux nationaux conçus comme des mesures d'incitation dans le cadre de la politique régionale demeurent acceptables au sein du marché intérieur?

Réponse donnée par M. Monti au nom de la Commission (10 mars 1999)

Les incitations fiscales au développement régional doivent être appréciées du point de vue de la législation relative aux aides d'État. En matière de fiscalité des entreprises, les critères à retenir pour l'application des règles relatives aux aides d'État ont été récemment précisées par la Commission dans sa communication, publiée au Journal officiel du 10.12.1998 (98/C 384/03). Ainsi, pour pouvoir être considérées par la Commission comme étant compatibles avec le marché commun, les aides d'État à caractère fiscal visant au développement économique de régions déterminées doivent être proportionnelles et ciblées par rapport à l'objectif visé. Ces critères sont de nature à contribuer à une approche cohérente de l'ordre juridique communautaire et du marché intérieur. Par ailleurs, les incitations fiscales au développement régional sont susceptibles d'entrer dans le champ d'application du code de conduite, qui a été adopté le 1^{er} décembre 1997 pour lutter contre la concurrence fiscale dommageable au sein de la Communauté. Dans un

tel cas, le groupe «Code de conduite» placé sous l'égide du Conseil, en appréciant le caractère dommageable des mesures concernées, doit également tenir compte du fait qu'elles sont proportionnelles et ciblées par rapport à l'objectif visé, conformément aux termes du paragraphe G du code.

Written question E-0815/99 by Mr. G. WATSON (ELDR/UK) to the Commission

VAT legislation: application in the UK

Question:

What is the Commission's view of the anti-avoidance legislation being implemented in the UK? Does it run counter to the philosophy and basis of VAT?

Answer given by Commissioner Monti on behalf of the Commission (26 April 1999):

The anti-avoidance measures recently announced in the British budget statement relate to specific problems of avoidance and abuse in the British value-added tax system. On the basis of the information so far provided to the Commission, the measures do not appear to affect the basis of the tax or its underlying philosophies of equity and neutrality. This initial position is of course subject to review once the legislative process in the United Kingdom has been finalised.

Written question E-0851/99 by Mr. F. WIJSENBECK (ELDR/NL) to the Commission

Time of payment of VAT

Question:

Is the Commission aware that there are significant differences between the Member States in respect of the date of payment of VAT? Is the Commission aware that in the German system VAT must be calculated and paid before the 10th of the following month, whereas in the Netherlands VAT does not need to be paid until the end of the following month? Does the Commission intend to take action to harmonise these different systems? If so, how? If not, why not?

Answer given by Commissioner Monti on behalf of the Commission (4 May 1999):

Pursuant to Article 22.4 and 5 of the sixth Council Directive 77/380/EEC on the harmonisation of the laws of the Member States, relating to turnover taxes, every taxable person shall submit a return by a deadline to be determined by Member States. That deadline may not be more than two months later than the end of each tax period. In principle, every taxable person shall pay the net amount of the VAT when submitting the regular return. However, Member States may set a different date for the payment of that amount or may demand an interim payment. To date, the Commission has no intention to further harmonise the rules on the periods for payment of VAT, since existing differences between Member States are not considered as distorting the functioning of the common market.



DG XXI in the Council

General

Mutual assistance for recovery

The Commission proposal for a European Parliament and Council Directive amending Council Directive 76/308/EEC on mutual assistance for the recovery of claims.

A modified proposal was presented to the Council on 7 May 1999 (COM (1999) 183 final). The financial ques-

tions group had a first discussion on this matter on 4 June.

VAT and excises

Duty free sales

Ecofin 25 May: Point raised by France under other business. Several Member states rejected France's suggestion, which was similar to the proposal that the presidency made in March 1999 –

to maintain intra-EC tax-free sales for excisable goods for a limited period.

In accordance with the Council rules where a point is raised under other business, substantive discussion is not possible unless Finance Ministers agree unanimously to deal with the matter, which was not the case during this meeting.



VAT

Proposal on the level of the standard rate of VAT

Commission proposal amending, with regard to the level of the standard rate, Directive 77/388/EEC on the common system of value added – (COM(1998) 693).

The Commission proposed a minimum standard rate of VAT of 15 % and a maximum rate of 25 % from 1 January 1999, the levels being subject to revision on a proposal from the Commission before 31 December 1999. The Council rejected the Commission proposal fixing a maximum rate of 25 % and the time limit of 31 December 1999. It agreed with the minimum rate of 15 % for two years and Member States undertook that from January 1999 to 31 December 2000 they would make every effort to avoid widening the current span of 10 percentage points above the current lowest standard rates.

The compromise proposal was adopted without discussion at the Ecofin meeting of 25 May 1999. Directive published in OJ L 139, 2.6.1999, p. 27.

Proposition «taux réduits»

Proposition de directive modifiant la directive 77/388/CEE en ce qui concerne la possibilité d'appliquer à titre expérimental un taux de TVA réduit sur les services à forte intensité de main-d'œuvre – première prise de contact [COM(1999) 62 final]. L'objectif de la proposition de directive est de permettre, aux États membres qui le souhaitent, d'expérimenter, pour une période de trois ans, le fonctionnement et les effets d'un allègement de la TVA ciblé sur les services à haute intensité de main-d'œuvre.

Lors du Conseil «Ecofin» du 25 mai 1999, la présidence a conclu en indiquant qu'il convenait de poursuivre les travaux au niveau du groupe puis du Coreper, en tenant compte des suggestions des délégations, et notamment de la possibilité d'établir une liste limitative des secteurs pouvant bénéficier de la possibilité de taux réduits.

Proposition Télécom

Proposition de directive modifiant la directive 77/388/CEE en ce qui con-

cerne le régime de la taxe sur la valeur ajoutée applicable aux services de télécommunication [COM(1997) 4 final]. La proposition de la Commission modifie la directive 77/388/CEE en ce qui concerne le régime de la taxe sur la valeur ajoutée applicable aux services de télécommunication. Elle vise à taxer, dans la Communauté, les prestations de services de télécommunication rendues à des preneurs établis dans l'Union européenne et à exonérer ces prestations de services quand elles sont rendues à des preneurs établis dans un pays tiers. Pour les services fournis par des opérateurs de l'Union européenne à des preneurs de l'Union européenne, ceux-ci sont imposables dans l'État membre du fournisseur.

Droit de déduction

Proposition de directive modifiant la sixième directive en ce qui concerne le régime du droit à déduction de la taxe sur la valeur ajoutée – proposition de règlement [doc. COM(1998) 377 (JO C 219 du 15.7.1998, p. 16)].

Le groupe des questions financières du Conseil s'est réuni le 27 mai 1999 pour continuer l'examen de ces propositions, qui visent, d'une part, à modifier les procédures en matière de remboursement en autorisant l'assujéti à déduire, sur sa déclaration périodique, la taxe qu'il a payée dans un autre État membre dans lequel il n'est pas établi et, d'autre part, à rapprocher les réglementations nationales en matière de limitation du droit à déduction.

Direct taxation

Fiscalité de l'épargne

Le Conseil «Ecofin» du 25 mai 1999 a permis de dégager un accord de principe sur plusieurs points visant, notamment, à préserver la compétitivité des marchés financiers européens et à améliorer en même temps l'efficacité des mesures envisagées dans le texte de la proposition de directive présentée par la Commission le 20 mai 1998 [COM(1998) 295].

L'accord intervenu le 25 mai dernier prévoit, en premier lieu, une simplification des formalités incombant aux intermédiaires financiers, en leur évitant de procéder à des investigations complexes en vue d'identifier les bénéficiaires effectifs des paiements

d'intérêts ainsi que leur résidence fiscale. Conformément à cet accord, les intermédiaires pourront en principe se référer à la situation personnelle de celui auquel ils versent directement les intérêts, et appliquer directement la directive quand ce premier destinataire du paiement est un particulier et déclare avoir son lieu de résidence dans un autre État membre de l'Union. La directive ne sera normalement pas appliquée quand le premier destinataire du paiement est en mesure de démontrer, conformément à des critères minimaux uniformes qui restent à définir, que son lieu de résidence est en dehors de l'Union. Le groupe «Questions financières» du Conseil, composé d'experts des États membres, a été chargé d'approfondir cette question en vue notamment de prévenir les abus.

En ce qui concerne la définition des intérêts qui rentrent dans le champ d'application de la directive, les États membres sont tombés d'accord sur le principe d'une extension de cette définition, de manière à y inclure les intérêts réalisés par les particuliers lors de la vente de titres de créances avant leur échéance. Les modalités pratiques de cet accord ainsi que les difficultés possibles liées à l'application de ce principe seront examinées ultérieurement par le Groupe «Questions financières».

Ce groupe examinera également l'impact de l'application de la directive sur le marché des obligations internationales ou Eurobonds, sur la base d'un document de travail que le Royaume-Uni s'est engagé à produire dans le courant du mois de juin 1999.

Lors du Conseil «Ecofin» du 25 mai 1999, les États membres possédant des territoires dépendants ou associés ont, pour la première fois, fait état de leurs efforts pour introduire dans ces territoires des mesures équivalentes à celles contenues dans la directive. Un nouveau rapport sera remis par ces États membres au Conseil «Ecofin» lors de sa réunion d'octobre 1999.

L'objectif des discussions entre les États membres au sein du Conseil demeure d'aboutir à un accord sur l'ensemble de la directive avant la fin de 1999.



Convention d'arbitrage.

La convention d'arbitrage 90/436 du 23 juillet 1990 sur l'élimination des doubles impositions consécutives à des litiges liés à des prix de transfert, a été signée pour cinq ans à compter de son entrée en vigueur, le 1^{er} janvier 1995. Elle venait donc à expiration le 31 décembre prochain.

Lors du Conseil «Ecofin» du 25 mai 1999, les États membres ont signé un protocole qui amende la convention d'arbitrage. Ce protocole prévoit la prorogation de la convention d'arbitrage pour cinq ans à compter du 31 décembre 1999. Par la suite, la convention sera automatiquement prorogée pour de nouvelles périodes successives de cinq ans si aucun État membre ne s'y oppose à l'expiration de chaque période de cinq ans.

Proposition de directive «intérêts et redevances».

Le Conseil «Ecofin» du 25 mai 1999 a permis de régler plusieurs points

de divergence apparus entre les États membres au cours des discussions au sein du groupe des «questions financières». Le point d'accord le plus important porte sur la limitation du champ d'application de la directive aux versements d'intérêts et de redevances effectués entre sociétés associées:

- ayant une forme juridique répertoriée sur une liste,
- ayant un lien direct de dépendance.

Un accord a par ailleurs été trouvé pour porter de cinq à huit ans la durée de la période transitoire prévue en faveur de la Grèce et du Portugal, ces deux États membres étant autorisés à prélever une retenue à la source sur les intérêts et redevances versés de 10 % au cours des premières années et de 5 % au cours des dernières.

Les États membres se sont, en outre, mis d'accord pour appliquer autant que possible les procédures nationales utilisées en matière de réduction

des retenues à la source et pour ne pas s'écarter en principe des définitions figurant dans la directive «mères-filiales».

Enfin, le Conseil «Ecofin» a rappelé que cette proposition de directive fait partie du «paquet fiscal» du 1^{er} décembre 1997 et que son adoption définitive n'interviendra que dans ce cadre.

The European Council

Le Conseil européen, réuni à Cologne, les 3 et 4 juin 1999, a évoqué une nouvelle fois, à l'initiative de la France, la question de l'abolition des ventes hors taxes intracommunautaires. Le souhait de certains États membres de prolonger au-delà du 30 juin 1999 les dispositions actuelles pour les produits soumis à accises s'est heurté à l'opposition de plusieurs États membres. La décision prise en 1991 d'abolir les ventes hors taxes intracommunautaires au 30 juin 1999 ne sera donc pas remise en cause.



Seminars, conferences and colloquia

Customs 2000 seminar on the enforcement of CITES, Istanbul, 6-7 May

The customs and tax DG chaired the seminar opened by the Turkish Under-secretary for Customs and attended by 155 representatives from the Turkish Ministries of Agriculture, Forestry, NGO's and the Under-secretariat for Customs. Speakers from Interpol, WCO, WWF-Traffic, the DG for the environment and customs representatives from France, Germany and the UK spoke on EC legislation and the enforcement issues related to CITES.

The aims of the seminar were to reinforce mutual collaboration between EU and Turkey and to offer collaboration and/or assistance to Turkish authorities. The important role of the management, scientific and enforcement authorities in the application of the convention and the need for collaboration between these authorities at a national and interna-

tional level were stressed. The way CITES is applied in the EU and the efforts devoted to it by the Member States and the Commission were explained.

La présentation des nouvelles règles d'origine SPG – Bruxelles, le 28 mai

Ont assisté à ce séminaire de très nombreux représentants des missions à Bruxelles des pays en développement bénéficiaires du système de préférences tarifaires généralisées (SPG) ainsi que plusieurs ambassadeurs.

Les nouvelles dispositions s'insèrent dans un processus d'harmonisation des réglementations en matière d'origine applicables dans les accords et les régimes tarifaires préférentiels, processus entamé en 1994 avec les accords EEE et PECO, entre autres. Elles sont fondées sur la recherche d'un nouvel équilibre entre une logique industrielle qui exige des pays bénéficiaires une forte intégration na-

tionale du processus de production, d'une part, et une logique commerciale qui autorise ces mêmes pays à utiliser des composants et des demi-produits importés de pays tiers, d'autre part.

Par ailleurs, lorsque les nouvelles clauses sociales et environnementales SPG seront effectivement entrées en vigueur, elles feront appel à cette réglementation douanière en matière d'origine pour leur fonctionnement opérationnel ; la matière douanière trouvera ainsi un nouveau champ de développement de son action.

En particulier grâce à la présence de représentants de la DG pour les relations extérieures (IB), les officiels présents des pays bénéficiaires ont su saisir cette occasion pour poser de nombreuses questions et nourrir le dialogue permanent et indispensable qui doit avoir lieu entre la Commission et les pays bénéficiaires de la politique commerciale communautaire.





DG XXI in the world

Amendement de la convention sur le système harmonisé

L'Organisation mondiale des douanes (OMD) a adopté, lors de ses 91^e et 92^e sessions, une recommandation portant amendement de la convention sur le système harmonisé, conformément à l'article 16 de cette convention.

Cet instrument est en fait la deuxième recommandation visant à apporter des amendements de fond au système harmonisé, depuis que l'OMD a approuvé la convention sur le système harmonisé en 1983. Il contient 377 amendements décou-

lant: a) de l'évolution des techniques et des structures des échanges; b) des demandes d'autres organisations internationales visant à permettre la surveillance des échanges internationaux de certaines marchandises; c) une révision des positions et des sous-positions couvrant un volume d'échanges faible dans un souci de simplification.

Si aucune objection n'est présentée, cette recommandation entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2002.

Recommandation de l'OMD relative aux substances qui

appauvrissent la couche d'ozone

L'OMD a élaboré, sur demande du Programme des Nations unies pour l'environnement, un projet de recommandation relative à l'insertion, dans les nomenclatures statistiques nationales, de sous-positions destinées à faciliter la collecte et la comparaison des données concernant la circulation à l'échelon international des substances réglementées par le protocole de Montréal relatif aux substances qui appauvrissent la couche d'ozone. Cette recommandation remplace celle de 1996, qui avait été acceptée par la CE.



The Official Journal L series

Customs

Règles d'origine (PECO/EEE/AELE)

À ce jour, les textes des décisions des différents conseils d'association, portant modification aux règles d'origine applicables dans le cadre du système de cumul paneuropéen (CE/AELE/EEE/PECO), ont été partiellement publiés

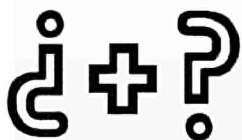
dans le Journal officiel:

- Rép. tchèque L 35 du 9.2.1999
- Roumanie L 35 du 9.2.1999
- Bulgarie L 38 du 12.2.1999
- Lituanie L 45 du 19.2.1999
- Hongrie L 99 du 25.2.1999
- Slovénie L 51 du 26.2.1999
- Pologne L 77 du 23.3.1999

VAT

OJ L 139, 2.6.1999, p. 27

Council Directive 1999/49/EC of 25 May 1999 amending, with regard to the level of the standard rate, Directive 77/388/EEC on the common system of value-added tax.



A O B

Directorate A – General matters

Richard Condon has moved to a post in the budget DG leaving a vacant post in Unit A.1 – Relations with the institutions, internal coordination.

Directorate C – Tax policy

Matthias Mors has come to our DG from ex-President Santer's cabinet to head Unit C.1 – Coordination of tax matters – as Maria Rehbinder has moved on to a post in the competition DG.

Lena Lindström, from Sweden, has arrived to take over as head of Unit C.2 – Direct Taxation.

Donato Raponi has moved from being deputy head of unit in C.3 – VAT and other turnover taxes - to be head of Unit C.4 – Excise duties and transport, environment and energy taxes.





Publications

The customs policy of the European Union

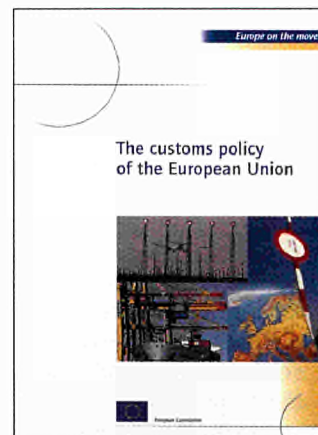
A new brochure in the *Europe on the move* series, entitled 'The customs policy of the European Union' has been published in all community languages.

The brochure looks at the development of the Customs Union; it's past, the leap into the single market, and its place in the world today. The role of the Customs Union in helping with other Union policies is

explained and the role of the Commission and of the customs administrations of the Member States is also considered before a final look into the future.

Copies of the brochure may be obtained from the Commission's Info Points or from the European Commission's representations and delegations.

ISBN 92-828-5878-2
CQ-19-98-964-EN-C



The documents mentioned in *The Key* can be obtained in accordance with the Commission's policy on the access of the public to documents.

When no price is given, the document is free or has not yet been published. In the former case it can be obtained from the Commission representations in the Member States (see: <http://europa.eu.int/en/comm/offices.html>) or at the Commission delegations in third countries (see: <http://europa.eu.int/comm/sg/citguide/fr/citgu35.htm>).

Official documents are available in the 11 Community languages: Spanish (ES), Danish (DA), German (DE), Greek (EL), English (EN), French (FR), Italian (IT), Dutch (NL), Portuguese (PT), Finnish (FI), Swedish (SV).

To obtain pages from the Official Journal you can go to an agent for documentation in your country (see <http://europa.eu.int/en/general/a11.htm>) or use the EUDOR service (<http://www.eudor.com>).

Internal documents, which are documents that have not been finalised or which are not intended for publication, can be obtained on request from the service in DG XXI indicated.

The Key is distributed free of charge. It is also available on the world wide web at the following address or URL (<http://europa.eu.int/en/comm/dg21/publicat/newsroom/index.htm>). For information about this magazine, or if you want to be put on the mailing list, you can always contact the editor.

For enquiries about the work of DG XXI, if you don't already have the name and address of the official or Head of Unit concerned, you can either write to the Director-General of DG XXI at Wetstraat/rue de la Loi 200, Brussels, B-1049 or you can contact the librarian/information officer on (32-2) 2960441 fax (32-2) 2961093 or by e-mail: Librarian-information@dg21.cec.be and your request will be passed on to the appropriate quarter.



AMT FÜR AMTLICHE VERÖFFENTLICHUNGEN
DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN

OFFICE FOR OFFICIAL PUBLICATIONS
OF THE EUROPEAN COMMUNITIES

OFFICE DES PUBLICATIONS OFFICIELLES
DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

L-2985 Luxembourg

ISBN 92-828-7516-4



9 789282 875162 >

